

NON A LA SUPPRESSION DES DESSERTES FERROVIAIRES !
La ligne CAEN-LE MANS TOURS de nouveau menacée !

La loi Macron, actuellement en discussion au Sénat, porte en elle l'aggravation de multiples déréglementations, dont celles liées au rail et au transport de voyageurs par la SNCF.

De fait, cette loi, si elle était mise en œuvre telle qu'elle est proposée, consacrerait la mort du train et du service public.

En permettant l'ouverture libre de lignes de transports collectifs réguliers non urbains par autocar, la loi organise la mise en concurrence avec des services existants, assurés soit par des TER (Transports Express Régionaux), soit par des TET (Trains d'Équilibre du Territoire) ou par des TGV (Trains Grande Vitesse).

Au nom de la lutte contre les déficits, la SNCF ne conserverait que les lignes TGV dites « rentables » et s'apprêterait à supprimer 200 destinations sur les 240 gares desservies aujourd'hui sur l'ensemble du pays. Tout ce qui ne ressort pas des métropoles est menacé d'abandon !

Les lignes TER et TET, utilisées par les usagers pour leurs déplacements quotidiens pour se rendre à leurs lieux de travail ou d'études sont, elles aussi, menacées comme, par exemple, la ligne TET Caen-Le Mans-Tours qui est purement et simplement supprimée dans les projets de la SNCF.

Ce n'est pas une bonne nouvelle pour les usagers de ces trains qui habitent Le Mans, Ecommoy, Château-du-Loir et leurs périphéries, qui voient leur capacité de déplacements quotidiens directement remises en cause.

Au total, le désengagement massif de l'Etat dans le service public du train aboutit à une réduction drastique de l'offre, à des suppressions de lignes et de dessertes au mépris de l'aménagement des territoires, des besoins des usagers et du travail cheminot : c'est l'abandon des petites villes, des villes moyennes, des départements déjà fortement pénalisés par la mise en concurrence des territoires, cette situation est inacceptable !

Pas question de laisser faire !

La commission « Duron » qui doit présenter prochainement des propositions et le gouvernement doivent refuser ce plan de casse prévu par la SNCF.

Il faut trouver des solutions financières pour permettre au service public de se développer.

Des solutions existent : versement transport pour les Régions, taxation des profits des autoroutes et des profits des entreprises pétrolières, création d'un livret d'épargne populaire destiné aux infrastructures de transport...

Les usagers, les élus concernés, les acteurs économiques ont un besoin vital du train. Un débat public doit s'engager partout dans le pays, et comme maire et responsable de l'association des Elus Communistes et Républicains de la Sarthe, j'y contribuerai de toutes mes forces et je prendrai, avec mes collègues élus, toutes les initiatives nécessaires pour que le scénario catastrophe prévu par la SNCF soit mis en échec.

Allonnes, le 2 avril 2015.